

*** Deux articles dans "Atlantico"

RÉVOLTE POPULAIRE : mépris de l'Histoire, issue désastreuse

• Après le marasme de samedi en sommes-nous vraiment arrivés à un moment où les forces de l'ordre ne peuvent plus contenir un mouvement insurrectionnel ?

Si elles le peuvent bien sûr, et ce qui advient depuis trois samedis est une honte. Pillages et déprédations sont le fait, d'une part des *Blacks Blocks* et de l'autre, des racailles de banlieue. Voyons tour à tour ce qu'il en est. A Paris et alentours (92, 93, 94) opère la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP, ex-RGPP), l'outil de renseignement civil le plus ancien de France - et sur son territoire, le plus affuté. L'auteur est formel : la DRPP connaît *un par un* les deux ou trois cents pires anars et *Black blocks* et peut aisément, sur instruction, les cueillir au nid avant émeute (dans les beaux quartiers ou divers squats...) pour les isoler quelques heures ; les codes en vigueur le permettent.

En prime, ces milieux anarchistes grouillent d'indicateurs. En Ile-de-France, la PP connaît ainsi en détails les préparatifs d'une émeute. Et l'Europe du renseignement existe : quand trente émeutiers allemands (les plus aguerris), belges ou italiens, partent pour Paris se joindre à la "fête", un signalement nominal est fourni. Ces alertes donnent l'immatriculation des véhicules, des itinéraires, etc. (les "indics", toujours...). Dans ce cas, un barrage filtrant règle le problème. Ainsi, tout gouvernement français peut, sinon neutraliser une émeute - du moins, en limiter à 90% les dégâts. Exemple : avant l'élection présidentielle, les *Black blocks* voulaient ravager le secteur du Zénith le 17 avril 2017, lors d'une réunion du Front national. Prévenue (comme d'usage), la police agit et l'affaire avorte. Or cela, elle le peut toujours - même en décembre 2018.

Racailles : voulant pourrir la situation et salir les manifestants, les autorités ont rouvert le RER-Champs-Élysées le premier samedi de manifestation des "Gilets-Jaunes". C'est alors que les pillages ont commencé. De la banlieue nord, des bandes ont investi les "beaux-quartiers". Policiers et gendarmes de terrain l'affirment tous : c'est en fin de journée que les racailles surgies du RER ont pillé. Voilà la réalité.

• Le gouvernement ne prendrait-il pas un risque à amalgamer les casseurs et les gilets pour des raisons purement politiques, étant donné le pouvoir de nuisance des ultras et casseurs observé à Paris ?

Agir ainsi est une folie politique. Le président Macron, son Premier ministre et leur cour ont négligé une règle cruciale, s'agissant de la France et du peuple français. Règle que

TOUS les présidents de la Ve République ont sinon observé avec soin : *attention aux peuples régicides*. Sur les quelques cent vrais Etats-nations au monde, trois ont tué leur souverain - non attentat ou accident, mais exécution délibérée : l'Angleterre, Charles le, janvier 1649 ; la France, Louis XVI, janvier 1793 et le Tsar, juillet 1918. Ces peuples-là subissent, courbent l'échine, acceptent tout - soudain, un jour comme un autre, renversent violemment la table.

le Président Macron et sa cour n'ont pas vu la révolte arriver. Ils ont négligé l'effrayant avertissement de Toqueville, dans *L'ancien régime et la révolution* : "Il est curieux de voir dans quelle sécurité étrange vivaient ceux qui occupaient les étages supérieurs de l'édifice social au moment même où la Révolution commençait, de les entendre, discourant entre eux sur les vertus du peuple, sa douceur, son dévouement, ses innocents plaisirs ; quand déjà 93 est sous leurs pieds : spectacle ridicule et terrible".

• En définitive, jusqu'à quel point la gestion par le ministère de l'Intérieur de cet événement est-elle à mettre en cause ?

Chacun sait - d'abord les dirigeants de la police et de la gendarmerie - que M. Castaner ne connaît rien à la sécurité ni au maintien de l'ordre et que M. Nunez est le *de facto* ministre. Cela importe car le général en chef jouit d'un crucial pouvoir d'impulsion sur toute bataille sérieuse. Mais en l'occurrence, après les trois samedis terribles vécus par la capitale, tous les doigts accusateurs sont pointés sur le préfet de police.

Manipulations obscures visant à piéger les manifestants, à les égarer et discréditer ; à faire pourrir la situation, comme déjà dit plus haut. En privé, les syndicats de police sont furieux - et inquiets de l'avenir proche. A mesure que les samedis passent, ils voient se multiplier les demandes d'arrêt-maladie, dans les forces de l'ordre du terrain.

De l'épuisement bien sûr - mais aussi un sourd dégoût, un refus de réprimer ceux d'en face - qui comme eux, sont aussi de la France d'en bas, partagent leurs frustrations et colères. Comme déjà souligné, la IVe République s'effondra suite à une grève de la police. Là encore, l'histoire existe ; la négliger est lourd de conséquence. ■

FORCES DE L'ORDRE, émeutes : l'inquiétante évolution

Sombre présage pour la base des forces de l'ordre : le suicide de la figure de proue des "Policiers en colère", seule chez elle, avec son arme de service. Qui peut dire pourquoi vraiment, une jeune femme de 36 ans finit par se donner la mort ? Au fond, qu'importe ? Reste la colère des policiers et gendarmes de base, ravivée par le drame et exacerbée par une sécurité du terrain qui, dans les faits, empire chaque jour.

Dans une sorte de testament médiatique publié à son départ, Gérard Collomb - parlant justement de cette situation - disait "C'est très inquiétant... ce que je lis tous les matins dans les notes de police reflète une situation très pessimiste". Mais que lisait donc le ministre pour être inquiet au point de finalement rentrer au bercail ? Ceci, pour l'essentiel (sur les seules semaines écoulées).

• Nuit de de fête égale désormais nuit d'émeute

Saint-Sylvestre... 14 juillet... Mondial de foot... Désormais, Halloween. Ravages, incendies, meutes violentes masquées et armées... jet de pierres et d'engins incendiaires... En prime

maintenant, de bouteilles d'acide ! 15 000 forces de l'ordre mobilisées - en fait, servant de gibier aux voyous : policiers, gendarmes, pompiers, une seule cible. Selon de convergentes sources syndicales ou associatives, additionner tous les blessés lors d'émeutes, violences de voyous, etc. - polices nationale et municipales, préfecture de police de Paris, gendarmes, adjoints de sécurité, donne de à 25 à 30 blessés par jour - de 9 000 à 11 000 par an.

• **Revue de détail**

Lyon "200 individus"... Mulhouse "une cinquantaine de jeunes"... ainsi de suite dans toute la France : Toulouse, Poitiers, Rennes, Nantes, Metz. Mentions spéciales-émeutes-Halloween : Grenoble et sa région (Echirolles, Pont-de-Claix, Vienne) ; La Seine-et-Marne (Provins, Nanteuil, Lognes, etc.).

Nouveauté inquiétante de la présidence Macron, après les cités et quartiers hors-contrôle de naguère, le département hors-contrôle. Il s'agit de l'Essonne, où embuscades anti-flics et émeutes deviennent quotidiennes : Corbeil, Draveil, Etampes, Les Ulis, Lisses, Longjumeau, Massy, Montgeron, Saint-Michel sur Orge, Vigneux, etc. : policiers caillassés depuis le toit des immeubles, guet-apens, attaques de patrouilles. Graves incidents signalés les 20, 25, 26, 27, 29 octobre - durant Halloween bien sûr et depuis, le 12 novembre.

• **Ailleurs en France ?**

2 octobre : Roubaix : jetée du toit d'un immeuble, une "dalle de plusieurs kilos", fracasse une voiture de patrouille, deux policiers blessés ; suite à un accident de voiture à La Courneuve, des policiers assaillis par une meute de 20 voyous, un policier blessé.

4 oct. : en voiture, un "Lyonnais" au 76 antécédents judiciaires blesse deux policiers.

12 oct. : Nîmes, 30 voyous attaquent des policiers "raccompagnant une victime chez elle",

1e novembre : Toulon, reconnu par des voyous, un policier est lynché devant chez lui ; le 8 nov. un autre policier toulonnais est gravement mordu par un chien d'attaque.

3 nov. : Saint-Etienne, sortant d'un stade, un policier est lynché par des individus.

Bien sûr, les indéniables faits qui précèdent ne sont qu'une indication d'ambiance. Les énumérer tous au quotidien emplirait un volume. Face à l'anarchie qui gagne, que font les voyous, les médias dits d'information ; que fait le gouvernement ?

- Les voyous jubilent. Les efficaces avocats des "grands frères" (lire : caïds) ont vite transmis leur diagnostic : le présent ministre de l'Intérieur est type Cazeneuve : médiatiques abois assurés, léger côté morsures. Tout va bien - pensez donc ! Le ministre de l'intérieur affirmant que "la prison est criminogène". Presque trop beau.

- Comme d'usage, les médias d'information édulcorent et moralisent : c'est mal de "politiser des faits-divers". Eux pour qui "tout est politique" - sauf la sécurité des Français. Bien sûr.

Pour l'essentiel le gouvernement, lui, récite le mantra Hollande-Cazeneuve "inadmissible... intolérable... insupportable" puis en revient à son train-train. Les gilets jaunes ! La plèbe s'agite... c'est grave.

Plus grave encore serait bien sûr, qu'à la révolte des gilets jaunes succède celle des gilets pare-balle. Pour un gouvernement affaibli et impopulaire, la vraie vigilance, suggère l'auteur, devrait se porter là. ■